



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°

20 22 04 55

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

ARRÊTÉ N°

**portant sur la mise en demeure de respecter des prescriptions
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
S.A. HIRSCH & Fils à THIERS.
Installation de récupération de déchets
de métaux ferreux et non-ferreux - Commune de Thiers**

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-11, L.171-8, L.172-1, L.172-4, L.511-1, L.511-2 et L.514-5;

Vu l'arrêté préfectoral n° 06/04061 du 23 octobre 2006 autorisant les établissements Hirsch et Fils à poursuivre l'exploitation d'une installation de stockage et de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de Thiers, Rue du Torpilleur Sirocco, modifié par l'arrêté préfectoral du 26 juin 2018 et celui du 10 mars 2021.

Vu les précédents rapports du 21 avril 2021, 4 février 2020 et 27 février 2019, rédigés par les services des installations classées, mettant en évidence des manquements aux dispositions de l'arrêté sus-visé, notamment sur la sécurité incendie ;

Vu le rapport en date du 27 janvier 2022 rédigé par l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 10 février 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement

Vu l'absence d'observations formulées par la S.A. HIRSCH sur le projet d'arrêté de mise en demeure transmis par courrier en date du 10 février 2022 susvisé malgré les relances effectuées par l'inspection ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 13 janvier 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne disposait pas des moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre alors même que ce constat avait déjà été relevé dans le rapport faisant suite à l'inspection du 21 avril 2021 transmis par courrier du 23 avril 2021 ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 13 janvier 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pas installé les RIA (Robinet Incendie Armé) et n'a pas justifié de sécurités équivalentes, comme demandé lors des dernières inspections alors même que ce constat avait déjà été relevé dans le rapport faisant suite à l'inspection du 21 avril 2021 transmis par courrier du 23 avril 2021 ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 13 janvier 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas les obligations de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2006 sur le volet sécurité incendie ressources en eau et mousse alors même que ce constat avait déjà été relevé dans le rapport faisant suite à l'inspection du 21 avril 2021 transmis par courrier du 23 avril 2021;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 13 janvier 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pas réparé la partie haute du bassin de confinement et ne respecte pas les obligations de l'article 7.5.6.2 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2006 alors même que ce constat avait déjà été relevé dans le rapport faisant suite à l'inspection du 21 avril 2021 transmis par courrier du 23 avril 2021;

Considérant que ces constats constituent donc des manquements récurrents aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2006 en ce qui concerne les articles susvisés ;

Considérant que ces non-conformités sont susceptibles d'entraîner une augmentation des dégâts en cas d'incendie et qu'elles constituent un non-respect réglementaire susceptible de générer un impact ou un risque important ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171.8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la S.A. HIRSCH de respecter les prescriptions des articles susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – La S.A. HIRSCH exploitant une installation de récupération de déchets de métaux ferreux et non-ferreux sur le territoire de la commune de Thiers, Rue du Torpilleur Sirocco, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2006 et en particulier ;

- d'installer les robinets d'incendie armés (RIA) en nombre suffisant utilisables en période de gel et judicieusement localisés de manière à ce que chaque point du dépôt puisse être couvert par au moins 2 jets - délai : dans les meilleurs délais et en tout état de cause sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté

- d'installer un système de détection automatique d'incendie dans le bâtiment de stockage - délai : dans les meilleurs délais et en tout état de cause sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – La S.A. HIRSCH exploitant une installation de récupération de déchets de métaux ferreux et non-ferreux sur le territoire de la commune de Thiers, Rue du Torpilleur Sirocco, est mise en demeure :

- de respecter les dispositions de l'article 7.5.6.2 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2006 et, en particulier, le flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des sols et des aires de stockage et l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont collectés dans un bassin de confinement étanche aux produits collectés ;

- de réparer la partie haute du bassin de confinement, pour garantir l'étanchéité de celui-ci - délai : dans les meilleurs délais et en tout état de cause sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté

Article 3 – Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 et 2 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 4 – Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L.171-7 et au I de l'article L.171-8 du code de l'environnement, sont publiées sur le site internet de l'État du Puy-de-Dôme (<http://www.puy-de-dome.gouv.fr/>) pendant une durée minimale de deux mois.

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 – Le présent arrêté sera notifié à la S.A. HIRSCH, et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Madame la Sous-Préfète de Thiers,
- Monsieur le Maire de la commune de Thiers,
- Monsieur le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Clermont-Ferrand, le - 6 AVR. 2022

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Laurent LENOBLE

Voies et délais de recours

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>